

L'Italie s'agace des gifles en série infligées par les Français

EUROPE Les relations entre les deux pays se sont dégradées en quelques semaines

► Dossier STX, migration, séquence libyenne : plusieurs dossiers enveniment les relations franco-italiennes.
► Une escalade qui a aujourd'hui des conséquences sur la montée en puissance du français Vivendi chez Telecom Italia.

Une série de crispations « qui ont fait chuter les relations franco-italiennes à l'un des niveaux les plus bas de ces dernières années ». Le quotidien italien *Corriere della Sera* voit d'un oeil pessimiste les conséquences de la séquence italienne menée par le gouvernement français, qui s'est accélérée ces derniers jours. Hier globalement enthousiastes de l'élection du centriste à la tête de la France, les Italiens s'inquiètent aujourd'hui de la généralisation d'une attitude anti-italienne de la part de leurs voisins français.

Des déclarations confuses sur la Libye à une nationalisation au nez et à la barbe des Italiens, Emmanuel Macron a pris de court ses partenaires européens en tentant de reprendre la main sur la scène internationale. Des tensions en cascade qui en viennent aujourd'hui jusqu'à élabousser la montée en puissance du français Vivendi chez Telecom Italia. Rétroactes.

1 La question migratoire. La première gifle a été le refus de Paris, au début du mois de juillet, d'ouvrir les ports français aux bateaux des ONG chargés de migrants. Un coup dur pour l'Italie qui essaie vigoureusement d'obtenir le soutien de ses voisins eu-

ropéens dans la gestion de la crise migratoire. « *L'Europe nous claque les ports au nez* », avait alors écrit le quotidien italien *La Verità*. La question migratoire a de nouveau irrité l'Italie quand

Emmanuel Macron a annoncé, sans en avoir informé au préalable les dirigeants italiens, la création de hotspots en Libye - « avec ou sans l'Europe ». L'Élysée a eu beau nuancer l'annonce quelques heures plus tard, les Italiens étaient déjà courroucés, le journal *La Stampa* allant jusqu'à qualifier l'attitude du président française d'« affront diplomatique grave ».

2 L'intrusion de Macron sur la Libye. L'image est forte. Digne, Emmanuel Macron se tient entre Fayez al-Sarraj et le général Haftar. Si l'accord signé entre les deux hommes forts de la Libye est indéniablement un beau coup diplomatique pour le président français, il fait grincer des dents de l'autre côté des Alpes, où l'absence de dirigeant italien a été remarquée. Or la Libye, ancienne colonie italienne, traverse une crise qui touche de plein fouet l'Italie. « *La France rejette les migrants et veut prendre tous les rôles dans la crise libyenne, déclenchée par la France* », s'est indigné le journaliste italien Bruno Vespa, qui a enjoint à Paolo Gentiloni, président du Conseil italien, et Angelino Alfano, ministre des Affaires étrangères, de se soulever.

3 L'épineux dossier STX. On comprend dès lors mieux, dans ce contexte, pourquoi le dossier STX France est devenu si sensible. Promis à l'italien Fincantieri par François Hollande, les chantiers navals de Saint-Nazaire seront finalement temporairement nationalisés. La décision émane des plus hautes

sphères de l'État français. Le coup de théâtre de jeudi dernier tourne au coup de poignard dans le dos pour le gouvernement italien, qui dénonce une décision « grave et incompréhensible ». Dépêché à Rome pour calmer le jeu, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a décroché un timide engagement « à trouver une issue positive à la crise ». La pomme de discorde principale ne s'est pourtant pas évaporée : Emmanuel Macron propose à l'Italie un accord 50-50, ce que cette dernière refuse, réclamant la majorité absolue du capital du chantier français.

« Paris avait accueilli sans aucun problème le rachat sud-coréen », a souligné Romano Prodi dans une tribune publiée dans les pages du journal *Il Messaggero*. L'ancien Premier ministre italien et ex-président de la Commission européenne poursuit avec véhémence : « *Mais quand il s'agit de rachat italien, on procède carrément à une nationalisation alors que la France s'est déjà achetée la moitié de l'Italie.* »

Depuis une dizaine d'années, les investissements français en Italie ont atteint 56 milliards d'euros. Pour 7 milliards dans le sens inverse. Si les marques de luxe Bulgari, Fendi ou Gucci sont désormais sous pavillon français, il en va de même pour les secteurs de l'énergie (EDF contrôle Edison), de l'agroalimentaire et des médias, banques, assurances et télécoms, où le Français Vincent Bolloré truste les participations.

C'est d'ailleurs dans ce domaine que les Italiens ont décidé de lancer une procédure pour vérifier si Telecom Italia (Tim), dont le groupe français Vivendi a pris le contrôle, avait respecté toutes les règles, avant d'en tirer éventuellement des « conséquences ». Une décision qui fait

suite au resserrement du contrôle du groupe français sur la direction de l'entreprise. Une contre-attaque en règle contre les camoufflets en série de l'État français ? « *Cela n'a rien à voir* », a balayé le ministre du Développement économique, Carlo Calenda. ■

MARINE BUISSON

POPULARITÉ

Macron dévisse (encore)

L'été est rude pour le chef de l'État français. Selon le baromètre YouGov du mois d'août réalisé pour *Le Huff-Post* et *CNews*, la cote de popularité d'Emmanuel Macron chute lourdement. Une tendance qui confirme un sondage publié le 23 juillet dernier, qui crédite le président d'un recul de 10 points en un mois. Le chef de l'État français passe, ici, de 43 % d'opinions favorables à 36 % en un mois. Un effondrement de 7 points. Entre la défense de mesures impopulaires, le départ en fanfare du chef d'état-major de l'armée ou les couacs en série de la part des députés de La République en marche à l'Assemblée, le président a vécu une séquence nationale délicate. Le constat n'est pas plus réjouissant pour le Premier ministre Edouard Philippe, qui voit sa cote baisser de 2 % pour arriver à 37 % d'opinions favorables. Le gouvernement voit également sa popularité s'effriter (5 points en moins par rapport au mois dernier). A noter : ce sont les sympathisants du centre qui sanctionnent le plus lourdement l'action gouvernementale (- 13 points).

M.B.